

Délibération n°2024\_07\_02\_3

Objet : Modification de la délégation du Conseil au Maire relative aux placements financiers

**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**SÉANCE DU MARDI 2 JUILLET 2024**

L'an deux mille vingt quatre, le deux juillet, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le mercredi 26 juin 2024, s'est réuni à 19h00, au lieu ordinaire des séances, salle YVES ABRIC, sous la présidence du Maire, Monsieur Jean-Pierre RICO.

**Nombre de membres en exercice : 29**

**Nombre de membres présents : 19**

**Nombre de membres représentés : 9**

**Secrétaire de séance : Patricia NIVESSE**

**Présents :**

Jean-Pierre RICO - Jocelyne TAVERNE - Xavier MIRAULT - Olivier BOUDET - Françoise BERTOUY - Patricia NIVESSE - Brigitte RODRIGUEZ - Colette MORETEAU - Maryline BENEDETTI - Michel LITTON - Francine BOYER - Fabrice IRANZO - Benoît DELTOUR - Romain CASAS-MATEU - Karine BREITHEL - Philippe CATTIN-VIDAL - Patrick PASQUIER - Caroline SAROCHAR - Cathy PROST

**Absents représentés :**

Mario MARCOU pouvoir à Jean-Pierre RICO - Jean-Marc MALEK pouvoir à Maryline BENEDETTI - Jean-Marc LEÏENDECKERS pouvoir à Francine BOYER - Pascale MARCHAL pouvoir à Fabrice IRANZO - Laurie BELTRA pouvoir à Olivier BOUDET - Quentin BOINET pouvoir à Xavier MIRAULT - Peggy DE KERPOISSON pouvoir à Patrick PASQUIER - Muriel POUJOL pouvoir à Philippe CATTIN-VIDAL - Laurent TATON pouvoir à Caroline SAROCHAR

**Absent :**

Bernadette CONTE-ARRANZ

Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer.

---

**Monsieur Jean-Pierre RICO, Maire, rapporte :**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2122-22, L. 1618-1 et 1618-2 ;  
Vu la circulaire interministérielle n° NOR/ECO/R/04/60116/C du 22 septembre 2004 relative aux conditions de dérogations à l'obligation de dépôt auprès de l'État des fonds des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;

Vu la délibération n° 2020-07-28/1 en date du 28/07/2020 portant délégation de compétence en matière de placement de fonds en vertu de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son 3°) ;

Eu égard au contexte de hausse des taux, il peut être intéressant pour la collectivité de placer des fonds dans le respect des conditions limitatives énoncées par l'article L 1618-2 du CGCT.

L'article 116 de la loi de finances pour 2004 pose le principe de la compétence de l'organe délibérant pour les décisions visant à déroger à l'obligation de dépôt, qu'il s'agisse de l'ouverture d'un compte bancaire ou postal, ou du placement de fonds, mais que cette compétence peut, le cas échéant, faire l'objet d'une délégation au profit de l'exécutif .

Cette délégation peut être accordée par le Conseil municipal au maire en application de l'article L. 1618-2.III du CGCT : " Les décisions de déroger à l'obligation de dépôt des fonds auprès de l'État, en application des I et II, relèvent de la compétence de l'organe délibérant. Toutefois, l'exécutif de la collectivité territoriale ou de l'établissement public local peut bénéficier d'une délégation dans les conditions prévues aux articles L. 1424-30, L. 2122-22, L. 3211-2 et L. 4221-5".

La délibération portant délégation du Conseil municipal au Maire en vertu de l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales évoque déjà cette possibilité en son article 3° (« (...) ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L. 1618-2 et au a de l'article L. 2221-5-1, sous réserve des dispositions du c de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires ») ;

Néanmoins, il convient de préciser l'étendue des compétences déléguées et les conditions d'information a posteriori.

Il est donc proposé d'ajouter la rédaction suivante dans un nouveau paragraphe placé avant la phrase « Les délégations consenties en application du 3° du présent article prennent fin dès l'ouverture de la campagne électorale pour le renouvellement du Conseil municipal. » :

« En matière de placement de fonds la délégation donnée au Maire est fixée dans les conditions et limites ci-après définies :

Monsieur le Maire reçoit délégation aux fins de prendre les décisions nécessaires pour réaliser tout placement de fonds conformément aux dispositions de l'article L1618-2 du CGCT.

Les placements devront exclusivement porter sur des comptes à terme sans risque de moins value.

La décision prise dans le cadre de cette délégation devra porter les mentions suivantes :

- l'origine des fonds,
- le montant à placer,
- la nature du produit souscrit,
- la durée ou l'échéance maximale du placement.

Monsieur le Maire pourra conclure tout avenant destiné à modifier les mentions ci-dessus et pourra procéder au renouvellement ou à la réalisation du placement ainsi qu'au retrait anticipé total de ce dernier ».

Il est précisé que les comptes à terme :

- ont une durée de placement courte (entre 1 et 12 mois) ;
- les taux sont fixés chaque mois par l'Agence France Trésor ;
- le retrait anticipé total est possible à tout moment (mais le taux servi sera inférieur) ;
- le retrait partiel n'est pas possible ;
- il n'y a pas de risque de moins value.



Il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- Modifier comme suit le 3° de la délibération portant délégation du Conseil municipal au Maire en vertu de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales en introduisant avant la phrase « Les délégations consenties en application du 3° du présent article prennent fin dès l'ouverture de la campagne électorale pour le renouvellement du conseil municipal. » le paragraphe qui suit :

« En matière de placement de fonds la délégation donnée au Maire est fixée dans les conditions et limites ci-après définies :

Monsieur le Maire reçoit délégation aux fins de prendre les décisions nécessaires pour réaliser tout placement de fonds conformément aux dispositions de l'article L1618-2 du CGCT.

Les placements devront exclusivement porter sur des comptes à terme sans risque de moins value.

La décision prise dans le cadre de cette délégation devra porter les mentions suivantes :

- l'origine des fonds,
- le montant à placer,
- la nature du produit souscrit,
- la durée ou l'échéance maximale du placement.

Monsieur le Maire pourra conclure tout avenant destiné à modifier les mentions ci-dessus et pourra procéder au renouvellement ou à la réalisation du placement ainsi qu'au retrait anticipé total de ce dernier ».

- Dire que le reste des dispositions de la délibération 2020-07-28/1 demeurent inchangées.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération à la majorité.

Pour : 21

Contre : 0

Abstention : 7

Philippe CATTIN-VIDAL, Peggy DE KERPOISSON, Patrick PASQUIER, Muriel POIJOL, Laurent TATON, Caroline SAROCHAR, Cathy PROST

Ne prend pas part au vote : 0

Secrétaire de séance,  
Patricia NIVASSE



Fait à Pérols, le 4 juillet 2024

Le Maire,  
Jean-Pierre RICO



Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou notification.